

LE SARCOPHAGE DE BETON EST A REFAIRE ET

UNE CATASTROPHE QUI

Tchernobyl, an 04. Où l'étanchéité du sarcophage est mise en cause, où la radioactivité des déchets enfouis refait surface, où l'on annonce l'évacuation de nouveaux villages. Les données restent insuffisantes et les incertitudes s'accroissent, tant sur l'avenir des zones contaminées que sur les populations sinistrées. De « nouvelles » pathologies apparaissent. Trouble de la croissance chez les enfants, cataracte chez les jeunes, changement de formule sanguine chez beaucoup... Maladies et silence alimentent une radiophobie galopante. En Ukraine et en Biélorussie, des associations tentent de surveiller l'évolution sanitaire des « enfants » de Tchernobyl. Elles avancent déjà le chiffre de 7000 morts.

Tchernobyl (envoyée spéciale)

« **A**varia », sourit Valentin Koupny, en considérant les lunettes qu'il a si bien malmenées pendant une heure, qu'elles viennent de se briser. Avaria, catastrophe. C'est en fin de journée et dans le cadre d'une réunion des plus formelles que le responsable de l'élimination des déchets radioactifs sur la zone de Tchernobyl a pris la parole. Ce petit homme tendu, engoncé comme tout le monde dans une chemise de mauvaise toile verte, s'est tu plus tôt, au détour d'un immeuble-fantôme : « Ça fuit ! ». La coque de béton, qui recouvre le réacteur n°4 de la centrale à l'origine de l'explosion de 1986, n'est pas parfaitement étanche. Et sous le béton, 183 tonnes de combustibles à moitié fondus forment une lave noire qui s'étale en « patte d'éléphant géante », comme l'indiquait le 8 décembre dernier à la Pravda le physicien Belaïev et le mathématicien Borovoi. On le craignait depuis longtemps, des techniciens le murmuraient, c'est à présent officialisé par Koupny, sous-chef de la direction générale de Pripiat. Mais là n'est pas le véritable problème, poursuit Koupny. « On oublie que la source de danger est ici. Si on agit pas rapidement, la zone s'étendra. » Près de Koupny, Nicolaï Arkhipov, chargé d'étudier les mutations végétales et animales, acquiesce gravement. Koupny et Arkhipov sont tous deux des anciens de

Cheliabinsk (Oural), la première catastrophe nucléaire soviétique, en 1957, ils ont passé trente ans de leur vie en zone radioactive et savent de quoi ils parlent. Ils racontent l'après-Tchernobyl sans effet, mais avec précision. Comment il a fallu, en urgence, raser des forêts contaminées, dégager à la pelleuse les tonnes de terre, champs, macadam, toitures, objets en tous genres et les enterrer. On a creusé plus de 800 tranchées, toutes situées dans la zone interdite de trente kilomètres autour de la centrale. Faute de temps, de moyens et d'expérience, on a improvisé. Des soldats épuisés sont allés balancer leurs déchets - 150000 curies - sans l'aval des autorités, et au hasard de leurs pérégrinations sur la zone. Il faut maintenant les retrouver... En outre, la terre de l'Ukraine occidentale est particulièrement impropre à recevoir des déchets nucléaires. Sableuse, elle laisse filtrer la radioactivité, qui glisse dans le sol. « Tout ceci est du provisoire. Il nous faut rentrer les déchets, mener à bien le programme Victor (usine de traitement pour déchets peu ou moyennement radioactifs), respecter les normes mondiales et assurer la sécurité sanitaire pour une période de 300 à 400 ans. » A l'autre bout de la table, un homme harcèle les savants de questions : qu'en est-il de la pollution de la mer de Kiev ? Pourquoi a-t-on laissé les habitants de Poleskoïc - à 70 km de la zone - vivre trois ans dans leur village contaminé pour les évacuer aujourd'hui ? Quel est le nombre réel de morts ? Pourquoi n'a-t-on pas fait appel plus tôt à l'aide internationale ? Cet homme ne porte plus la chemise militaire. Volodia Lysytsyn, ex-ingénieur au système Askro (contrôle de la radioactivité), ex-volontaire de Tchernobyl arrivé sur le site en 1987, licencié en février 88, s'est désormais rangé au côté des Verts ukrainiens. Il a décroché un visa pour entrer sur la zone et en profite pleinement.

Il la connaît sa zone. Trois mille kilomètres carrés évacués, vidés de leurs habitants, où ne circulent que ceux qui œuvrent à la décontamination et les chercheurs, soit 8000 personnes qui travaillent par roulement. Avant même d'arriver au barrage de l'armée, en bout de route rectiligne, Volodia a frémé. Comme beaucoup d'autres, il entretient avec la zone des rapports ambigus : fascination, crainte et passion toujours. Tout d'abord, on ne voit rien, on ne sent rien. Puis ce picotement dans la gorge, suivi, un peu plus tard, d'un léger mal de tête. Partout, les panneaux triangulaires « attention radiations ». On a décontaminé la route elle-même, raclé la terre superficielle quand elle était très irradiée.

« Attendez de voir Pripiat », dit Volodia. Atom City, comme l'appelaient ses habitants, tous employés à la centrale, a vieilli brutalement. Plus personne ne se donne la peine de tailler les arbres des avenues rectilignes, des herbes ensèrent les portes des immeubles, le béton des perrons craque sous les herbes. Les slogans sur fond rouge sont tombés : « Notre vie est liée au Parti... » Le reste est mangé de rouille. Seule une série de lettres géantes est restée intacte, courant sur le faite de deux immeubles : « La santé du peuple, c'est la santé du pays. » La cité, conçue à la gloire du nucléaire triomphant, est trop vaste pour le groupe minuscule qui grimpe à bord d'un car vide. L'heure de la cantine, avec nourriture importée d'ailleurs. Visages tendus. « Le stress », commente Volodia. Dans cette ville-fantôme qui abritait autrefois 40000 personnes, le moral est bas. Alors, pour égayer l'atmosphère, on a placé sur chaque réverbère une haut-parleur, qui diffuse dans le vide, à destination de magasins vides, du cinéma abandonné et des immeubles désertés, des musiques entraînantes. Le stress ? Sacha, tout jeune employé du Centre international, mange des caramels à longueur de journée. « Je ne veux pas penser à la peur. Si je commence. » La bouche pleine, il ajoute que sa vie a changé depuis qu'il est ici, qu'il ne peut plus parler avec son frère, autrefois son confident. Finalement, c'est entre gens de la zone qu'on se comprend. Volodia acquiesce.

La zone, il a dû la quitter contraint et forcé, après avoir tenté d'y organiser une grève. Lorsqu'il a fallu choisir un site pour y héberger les employés de la centrale et ceux de la zone, on a pensé à Slavoutych, à une quarantaine de kilomètres. Comme souvent en Union soviétique, lorsque les experts ont rendu un avis négatif, il était trop tard.

L'avancement du projet a primé sur l'avis des scientifiques. « Slavoutych est construit sur une zone plus ou moins propre », affirme Mikhail Umanets, le directeur de la centrale, qui y demeure. Mais la cité est entourée de forêts contaminées, et il faut tout surveiller : pas une fleur ne peut être cueillie, pas une balade possible pour les enfants qui y vivent. « Nous devons défendre la ville contre la contamination », admet-il. Lors de l'ouverture de la ville, en 88, 300 personnes ont refusé de s'y installer. 120 personnes ont été licenciées, d'autres ont démissionné et le personnel employé au contrôle dosimétrique renouveau à 70 %.

Pourquoi restent-ils ? « Quand on est sur la zone, on ne veut pas y penser », dit Volodia. Et les salaires sont doublés, voire triplés.

Partout, la réponse est la même. « Le vrai problème de la zone, c'est la souffrance psychologique », affirme Mikhail Umanets. Les maladies cardio-vasculaires ont spectaculairement augmenté, mais personne ne peut citer de chiffre exact. « Ici, sur la centrale elle-même, on a eu 50, 70 morts depuis 87. » Chacun admet que le système Askro (contrôle informatisé de la radioactivité), vieux de trente ans, prévu pour les très fortes radiations d'une explosion atomique, est incompétent pour les « faibles doses », pourtant mortelles pour l'homme. On reste néanmoins. La visite de la centrale ressemble à une science-fiction télévisée. Chemises vertes, silence, on bondit sur les contrôleurs, on file vers le car. Changement de vêtements obligatoire, changement de train avant de regagner Slavoutych, à 1 heure 20 de trajet.

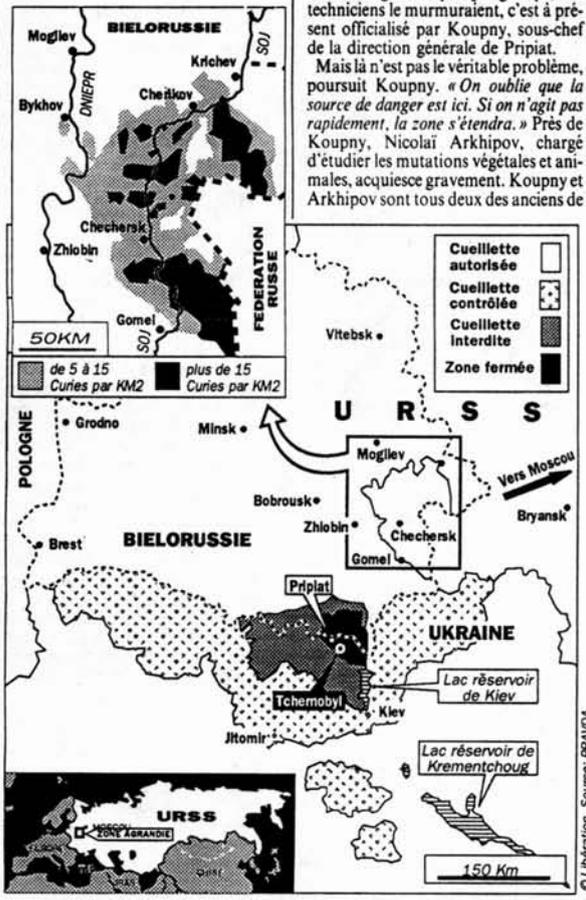
La nuit tombe sur Tchernobyl. Devant le bâtiment de décontamination, Volodia piétine, sans se décider tout à fait à partir. Il échange quelques nouvelles. Il paraît que les icônes de l'église ont été décontaminées. Il raconte encore l'angoisse de ceux qui ont travaillé sur le site. « On ne nous informe pas sur le bilan réel de santé. » Une amie qui était



Novosti/Gamma

Décontamination Les employée au service médical de la zone lui a expliqué qu'au début elle envoyait les gens se faire soigner au loin, afin de ne pas saturer trop visiblement les hôpitaux de la région. Volodia, volontaire, est venu parce qu'il avait divorcé, et « qu'il voulait prouver à ses enfants qu'il était un homme. Et puis, on y croyait, on avait une mission. » Un des ses compagnons est mort d'un infarctus, un autre vient d'apprendre qu'il avait la maladie des bayons. Le dernier médecin qu'il a consulté lui a donné rendez-vous dans trois ans. Le laps de temps prévisible, il a-t-il expliqué, pour l'apparition d'un éventuel cancer. « C'est trop lourd, réfléchir à tout ça. »

Dominique CONI
(1) Pripiat est à la fois le nom de la ville nouvelle mais fantôme, au plus près de la centrale, et nom du nouvel organisme chargé de la gestion de zone interdite.



LES DECHETS DISSEMINES AGGRAVENT LA POLLUTION

N'EN FINIT PAS: TCHERNOBYL



Équipes qui se relaient depuis quatre ans paient un lourd tribut en vies humaines.

« Sept mille morts » et la radiophobie

Un médecin qui s'est rendu en Ukraine, apporte son témoignage sur des informations recueillies en dehors des circuits officiels, et concernant la santé des populations touchées par les radiations.

Presque quatre ans après l'accident de Tchernobyl, la situation sanitaire en Ukraine et en Biélorussie suscite de très vives inquiétudes, au sein des populations toujours exposées à une contamination d'un taux plus ou moins élevé. Des associations se sont formées, notamment à Kiev, capitale de l'Ukraine, qui s'efforcent de regrouper des victimes de la catastrophe nucléaire et de faire le suivi de leurs pathologies. Un médecin français, le D^r Amélie Bénassy (1), a répondu à l'appel d'une de

ces associations, le « Monde vert », et a séjourné pendant deux semaines (une première fois en décembre 1989, puis en janvier 1990) en Ukraine, recueillant des informations (2) sur la santé des populations, hors des circuits officiels, qui pilotent la plupart des visites d'étrangers.

LIBERATION. — Que pensez-vous de la « radiophobie » — sorte d'immense angoisse due aux rayonnements et pouvant provoquer des troubles — que les

officiels d'Union soviétique évoquent quand ils parlent des populations touchées par Tchernobyl ?

D'AMÉLIE BÉNASSY — Le concept de radiophobie est actuellement la seule réponse faite à de nombreux troubles et à la plainte des populations. Il se développe en effet des pathologies que les autorités ont beau jeu d'attribuer à ce que l'on nomme « radiophobie », par exemple des symptômes d'une grande banalité chez des enfants, comme la nervosité, les trou-

bles de croissance. Mais, moi, j'ai vu bien autre chose que cela : j'ai rencontré par exemple deux malades qui ont travaillé sur le site de Tchernobyl jusqu'à la fin de l'année 1986, et qui présentent une artérite des membres inférieurs, c'est-à-dire une pathologie des vaisseaux. Ils se bouchent et il faut amputer les membres. J'ai également vu une petite fille de 12 ans dont l'humérus, l'os du bras, est tordu.

LIBERATION. — Et cette déformation, selon vous, est due à la radioactivité ?

A.B. — J'émet l'hypothèse suivante : l'élément radioactif strontium 90, qui a été très largement répandu lors de la catastrophe, mais qu'il est très difficile de mesurer, semble se fixer sur les cartilages de conjugaison, responsables de la croissance des os. Ce strontium, dont la période biologique (voir lexique) est de 8 ans et 2 mois, émet ses rayonnements dans l'organisme et bouleverse la croissance normale.

LIBERATION. — Une telle pathologie est-elle très répandue ?

A.B. — La mère de cette petite fille fait partie des responsables d'une association qui regroupe 17000 enfants, avec pour but de suivre l'évolution de leur état de santé. Cette femme qui suit 3500 enfants affirme qu'ils sont presque tous malades, et que beaucoup présentent de telles déformations. Elle a fait examiner sa fille par Youri Israël — le biologiste qui « fait référence » sur le sujet — et s'est entendu répondre qu'il s'agit simplement de radiophobie. Depuis, elle dit ce que tous disent : « les responsables parlent tous des enfants, mais personne ne fait rien ».

LIBERATION. — Pourtant, à Kiev, s'est installé un institut chargé du suivi des populations ?

A.B. — Le 1^{er} octobre 1986, a été fondé un institut baptisé « Centre scientifique de l'union pour la médecine nucléaire de l'Académie des sciences d'URSS », qui compte officiellement 530 collaborateurs et 546 lits. Je pense que les scientifiques et les médecins font leur travail. Mais rien ne sort sur ces travaux, la population ne reçoit aucune précision. Tout le monde espère que la promesse faite à deux associations de participer à un colloque sur les résultats de l'Institut fin 1990, sera tenue.

LIBERATION. — C'est la manie du secret qui continue ?

A.B. — Je savais, en allant là-bas, que j'allais me frotter au secret. Ce qui me paraît très important, c'est qu'on a imposé ce secret sur les doses reçues et sur le lien possible avec des pathologies. J'en ai la preuve avec deux consignes : la note n° 205 du 8 juillet 1987 (3), de la Commission médicale militaire (colonel médecin militaire chef de la 10^e CMM, V. Bakchoutov) impose de « ne mentionner ni l'affectation (d'une personne) aux travaux de liquidation des conséquences de l'accident ni la dose totale d'irradiation si celle-ci n'atteint pas le stade de la maladie des rayons » ; la note NIS POY 2612 du 27 juin 1987 du ministère de la Santé d'URSS impose « le secret sur les traitements entrepris et les résultats dosimétriques au moment de la liquidation de la tragédie ».

LIBERATION. — Alors, il est impossible de se faire une vision d'ensemble sur les conséquences de la catastrophe ?

A.B. — Deux responsables d'association m'ont affirmé que 7000 personnes étaient déjà décédées des suites directes de l'exposition aux radiations. Un chiffre qui n'est pas abusif, selon moi. Ainsi, j'ai rencontré certains membres d'une équipe de 1500 ouvriers qui ont travaillé vingt mois sur le site de Tchernobyl jusqu'à la fin de 1987. Parmi eux, plus de 80, dont j'ai consulté la liste, sont aujourd'hui décédés, cela fait 5 % de décès, et les survivants sont pour la plupart malades. Or, il faut se rappeler que pour la seule année 1986, 300000 ouvriers et soldats ont travaillé à la décontamination du site de Tchernobyl.

LIBERATION. — Que savez-vous des enfants, des adultes qui ont été évacués, et qui vivent encore dans des zones contaminées ?

A.B. — Il faut comprendre — et c'est une première historique d'une nouveauté totale — qu'on n'a jamais étudié une population soumise à des doses moyennes de radioactivité — entre 20 et 100 rems — par des radiations externes et par ingestion de nourriture et d'eau, ou inhalation de particules, contaminées. On n'a pas de modèle pour ces doses moyennes. On connaît mieux l'effet des doses fortes. Les personnes que nous avons rencontrées nous ont énuméré toute une série de troubles très répandus, pour les enfants notamment, comme hyperplasie de la thyroïde, anémies et leucopénies (baisse des globules rouges et blancs), troubles de croissance, cataractes...

LIBERATION. — Qu'est-ce qui vous a le plus surpris ?

A.B. — J'ai trouvé très bizarre l'apparition de douleurs profondes des maxillaires chez les enfants. Il ne s'agit pas d'un problème de dents, mais d'une douleur des os. Là encore, je ne peux formuler qu'une hypothèse. Le plutonium, qui présente une affinité pour les os, pourrait être inhalé ou ingéré et retenu par les muqueuses buccales ou nasales.

LIBERATION. — Avez-vous constaté des cancers, des leucémies par exemple ?

A.B. — Tout le monde nous a parlé de leucémies, mais c'est tellement grave... Sans statistiques, je ne veux pas en parler. Vous savez, la plainte de ces gens est hurlante.

LIBERATION. — Comment réagissent les femmes enceintes ?

A.B. — Les femmes de Pripiat (la ville évacuée proche de Tchernobyl) que j'ai rencontrées m'ont dit que toutes les femmes (de la zone « fermée » et de la zone où la cueillette est interdite) qui ont pu le faire ont avorté, car tous les médecins le leur ont conseillé. Actuellement, les médecins conseillent d'avorter aux femmes de certains villages d'Ukraine et de Biélorussie, par exemple Poleskoïe et Narovlia, où la radioactivité est de 140 curies/km².

Propos recueillis par Dominique LEGLU

(1) Pseudonyme choisi par le médecin.
(2) La version exhaustive de l'évaluation du D^r Bénassy pour les médecins a été publiée dans le bi-hebdomadaire le Généraliste, du mardi 20 février 1990, n° 1148.
(3) Cette même note est mentionnée par Alla Yarochinskaïa, journaliste et députée de la ville de Jitomir (Ukraine), dans les *Nouvelles de Moscou*, n° 42, 13-19 octobre 1989.

LES TRAVAUX N'ONT PAS AMELIORE LA SITUATION

Les frontières incertaines de la contamination

Après quatre années de travaux, on observe des phénomènes de rémanences radioactives sur les terrains décontaminés. On découvre également de nouvelles zones polluées en Ukraine et en Biélorussie, d'où plus de cent mille personnes pourraient être évacuées.

La situation radioactive demeure tendue sur un tiers du territoire de la région de Kiev, où vivent 300 000 personnes, dont 59 000 enfants. En dépit des énormes dépenses consenties, les travaux de décontamination n'ont pas apporté d'amélioration réelle. De nouvelles zones polluées sont découvertes. C'est en ces termes que G. Revenko, premier secrétaire du comité du PCUS de la région d'Ukraine, s'adressait par lettre l'année dernière à Mikhaïl Gorbatchev (1). En ce début d'année, près de quatre ans après la catastrophe de Tchernobyl, la situation ne s'améliore pas, ni en Ukraine, ni en Biélorussie. En Ukraine, « plus de 5 500 personnes déménageront dans les deux prochaines années. Compte tenu des recommandations des médecins et des facteurs sociaux, le gouvernement de l'Ukraine a décidé d'évacuer un nombre supplémentaire d'habitants de plusieurs villages des régions de Kiev et Jitomir », a annoncé Constantin Massik, vice-président du conseil des ministres de la République d'Ukraine. Pour la Biélorussie, des informations plus complexes circulent : « L'année dernière, un programme initial prévoyait l'évacuation de 11 600 personnes de 87 localités », explique Bella Belbeoch du GSIEN (2), physicienne française qui a retrouvé les déclarations à ce sujet de B. Evtoukh, président de la commission du bureau du comité central du PC de Biélorussie. Or, fait-elle remarquer, « fin juillet, on a appris par l'agence Tass qu'il était désormais question d'évacuer 106 000 personnes. Et fin octobre, après les massives manifestations de septembre à Minsk, où des milliers de manifestants réclamaient d'être évacués (3), le programme de liquidation des conséquences de Tchernobyl, élaboré par le parlement de Biélorussie pour les années 1990-1995, a annoncé l'évacuation de 118 000 personnes ».

Des centaines de milliers de personnes, dans ces deux républiques d'Union soviétique, vivent aujourd'hui dans des zones contaminées à des degrés divers. « C'est (cette) situation des personnes continuant de vivre dans des zones polluées qui nous préoccupe », confirme V. Dogoujiev, vice-président du conseil des ministres de l'URSS et président de la commission d'Etat chargée des situa-

tions extraordinaires. Malheureusement, on ne dispose d'aucune statistique fiable permettant d'évaluer la situation médicale réelle de ces populations. Ni de dire exactement quelle est la contamination des aliments qu'elles consomment actuellement. Depuis plusieurs mois, cela donne lieu à des controverses extrêmement dures, entre les autorités locales de Biélorussie ou d'Ukraine et le pouvoir central à Moscou.

L'impossible retour

Une seule chose est sûre. L'image que l'on s'était forgée après la catastrophe de Tchernobyl s'est profondément modifiée en quatre ans, en particulier au cours de l'année 1989. D'abord, il y eut l'explosion du 25 avril 1986. Puis deux jours de cafoillage, par manque d'information, avant l'évacuation des populations, en particulier de la fameuse ville de Pripiat. En tout, 135 000 personnes évacuées, selon les chiffres officiels donnés au printemps 1986. D'un côté, on éteint l'incendie du réacteur, on l'enfouit dans un sarcophage et on s'attaque à la décontamination des lieux très radioactifs. De l'autre, il devient clair que les populations évacuées ne pourront pas revenir habiter dans leurs anciens villages ou appartements.

Alors s'est fixée l'image simpliste de la situation: il y a eu 31 morts officiels à Tchernobyl; dans la zone interdite, de 30 kilomètres de rayon, des ouvriers et soldats employés à la décontamination sont soumis à de fortes doses, même si l'on assure qu'ils ont de quoi se protéger; en dehors de cette frontière maléfique, il y aurait surtout les problèmes économiques et psychologiques, pour le relogement des familles. Avec l'année 1989, a eu lieu « une nouvelle prise de conscience », selon l'APN. Il est clair que la zone de pollution dangereuse est beaucoup plus étendue et difficile à cerner que la fameuse zone interdite. Et c'est là que toutes les difficultés commencent. Où se situent exactement ces zones? Et quel est l'effet d'irradiations répétées, sur une très vaste population?

En Ukraine, une carte publiée par La Pravda d'Ukraine des 5 et 15 juillet 1989 (dont s'inspire notre schéma page précédente) permet de définir, outre la zone interdite initiale, trois zones nouvelles, selon leur contamination en Césium 137. Une zone sans interdiction de ramassage, une zone où la cueillette est interdite, d'environ 180 km de long et 40 km de haut. Une zone où la cueillette est autorisée mais où la radioactivité des produits récoltés doit être contrôlée. Ce territoire couvre tout le nord de l'Ukraine sur plus de 600 km d'est en ouest et atteint par endroits plus de 50 km de haut. De surcroît, deux tâches de contamination sont localisées au sud de Kiev.

En Biélorussie, on distingue actuellement deux sortes de zones sous contrôle, les cartes de contamination ayant été publiées dans le journal Biélorussie soviétique du 9 février 1989. « Une zone de contrôle permanent, où les sols sont contaminés à plus de 15 curies au km². Là, vivent 103 000 personnes dont la nourriture est impropre à la consommation et où les habitants touchent un rouble par jour et par personne pour l'achat de nourriture "propre" », explique Bella Belbeoch. « Et une zone sous contrôle périodique, où la contamination du sol est de 5 à 15 curies au km² et où vivent 206 600 personnes. Ces zones, situées non loin des villes de Gomel et Moghilev, sont imbriquées les unes dans les autres, comme le montre la carte, page 34.

« C'est notamment pour ces régions de Biélorussie que l'inquiétude s'accroît. « La pollution des produits agricoles pose un sérieux problème », déclarait V. Dogoujiev à La Pravda, le 11 novembre dernier (1). « Il arrive fréquemment que les gens ne puissent pas consommer leur propre production. Malheureusement, nous n'avons pas constaté dans toutes les agglomérations un ravitaillement régulier en produits "propres". » Dans ces conditions, quel est l'état de santé des populations? Dogoujiev a constaté qu'il y avait « beaucoup de défauts dans l'organisation du service de santé ».

Malgré ces carences, il a tenu à dire que « les faits confirmés » au sujet des malades étaient à l'époque les suivants: « 145 personnes souffrent d'un mal des rayons aigu. Parmi ces malades, 59 se trouvent en situation d'invalidité, 16 ne travaillent plus, les autres sont aptes au travail. (...) Ce qui nous inquiète, c'est que les examens médicaux ont mis en évidence des affections telles que les

caries dentaires, des affections des organes respiratoires et digestifs, du système nerveux ainsi qu'un manque de fer chez les enfants. »

« Pour la première fois, on voit apparaître un effet nouveau, le phénomène de morbidité, de dégradation de la santé à cause des rayonnements », explique le physicien français Roger Belbeoch qui suit de très près, avec son épouse Bella, l'évolution de la situation post-Tchernobyl. « Jusqu'à présent, on a surtout considéré dans les effets du rayonnement, soit les effets à court terme, en cas d'irradiation aiguë, soit les effets différés, cancers et effets génétiques à long terme. On a négligé les effets à moyen terme par contamination chronique. »

Conflit sur la dose limite

C'est effectivement cette contamination sans cesse renouvelée qui inquiète aujourd'hui. Les spécialistes ont manifestement cru, aux débuts de la catastrophe, qu'il serait possible de décontaminer les sols, en évacuant la couche de terre superficielle. Or, on constate actuellement que la contamination « revient » sur les terrains traités. V. Dogoujiev l'évoque dans son interview à La Pravda: « Il est clair que si on recouvre le sol de béton ou d'asphalte, on parvient à maintenir la radiation à un faible niveau. Sinon, le niveau recommence à s'élever. » Comme on ne peut bétonner tous les terrains atteints, il faut donc vivre avec la contamination.

C'est là qu'un deuxième problème se pose, celui de l'accumulation des doses pour les populations.

Dans les zones trop contaminées, la dose cumulée par les organismes risquant d'être trop importante, il faut évacuer. Une rude bagarre s'est désormais engagée à ce sujet entre certains scientifiques biélorusses et les instances officielles soviétiques, représentées en particulier par le P'lyine, haut responsable des problèmes de radioprotection au niveau de l'URSS. Car, après avoir consulté des spécialistes à l'étranger, comme il l'a déclaré à La Pravda le 20 mars 1989, le P'lyine a retenu le chiffre de 35 rems sur 70 ans de vie. Cette dose limite, qui définit le « critère de résidence sans danger », est désormais contestée par de nombreux scientifiques biélorusses. Ces derniers réclament une dose limite beaucoup plus

basse, 7 rems sur 70 ans, en se référant aux recommandations officielles données par la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) en 1985 (4). « Si les députés avaient suivi les scientifiques biélorusses, 7 rems en 70 ans et non 35 rems, ce ne sont pas 118 000 mais plusieurs centaines de milliers de personnes qu'il aurait fallu prévoir d'évacuer », fait remarquer Bella Belbeoch.

Un transfert manifestement très lourd financièrement. Reste à savoir maintenant si tous ces calculs ont véritablement un sens sur le terrain. Quelle est véritablement la dose cumulée par des populations, si l'on ne peut exactement contrôler s'il s'agit de nourriture « propre » ou « contaminée »? A-t-on fait le cumul de toutes les sortes d'éléments radioactifs? Un programme de fabrication de « 100 000 dosimètres » (...), permettant à « chacun de pouvoir vérifier personnellement le niveau de radiations », a été annoncé par Dogoujiev (1). La zone interdite, façon cauchemar de Jarkovsky, est désormais bordée par d'inquiétantes régions limitrophes.

Dominique LEGLU

(1) Consulter le dossier: *Vivre avec Tchernobyl*, janvier 1990, bulletin n°4 d'Energie soviétique, Bureau soviétique d'information: 14, place du général Catroux 75017 Paris.

(2) Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, qui a notamment publié *Tchernobyl, trois ans après*, dans *La Gazette Nucléaire* n°96-97, juillet 1989.

(3) Voir à ce sujet *Les Nouvelles de Moscou*, 13-19 octobre 1989.

(4) La CIPR a donné comme limite principale de dose pour le public, 0,1 rem par an, soit 7 rems pour 70 ans.

PETIT LEXIQUE

Curie: unité d'activité d'une source (15 curies par kilomètre carré équivalent à 555 000 becquerels par mètre carré. Le becquerel est actuellement l'unité officielle 1 curie = 37 milliards de Bq).

Rem: unité de dose absorbée par la matière vivante.

Période biologique: c'est le temps au bout duquel la quantité d'un élément dans l'organisme a diminué de moitié.

Période physique: c'est le temps au bout duquel l'activité d'un radioélément a diminué de moitié.

Période effective: combinaison des deux périodes pour un radioélément présent dans l'organisme.

EN EXCLUSIVITE SUR MINTEL

DECOUVREZ LE QUIZSTORMING SES SCOOTERS, SES PERFECTOS, SES MONTRES SOVIETIQUES

Sur le Quizstorming de CQFD, il ne vous suffira plus d'être savant. Il vous faudra aussi être rapide; le plus rapide. Vous repartirez alors sur un des 3 scooters ou habillé d'un des 5 perfectos, ou muni d'un des 10 montres Perestroïka. A vous de jouer vite!



36.15 CQFD

LIBERATION